Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur le "printemps arabe", la situation en Syrie et sur le processus de paix israélo-palestinien, à New York le 26 septembre 2012.

2012-09-26

Merci Monsieur le Ministre, Cher Guido,

Mesdames et Messieurs,

Chers Collègues,

Quelques remarques sur ce sujet fort important. La première remarque, que j'imagine chacun et chacune d'entre nous partage, c'est qu'il y a environ deux ans que le printemps arabe a commencé, que celui-ci à son début a soulevé beaucoup d'espérance, autour des thèmes de la paix, de la dignité, de la liberté, de la démocratie, mais qu'aujourd'hui, l'inquiétude est là.

L'inquiétude s'appelle violence, extrémisme, radicalisation, instrumentalisation des sentiments religieux, volonté de certains groupes de réactiver un affrontement entre l'Islam et l'occident.

Face à ces défis, il me semble qu'il n'y a pas beaucoup d'attitudes possibles, il n'y en a qu'une ou deux. En tout cas, c'est l'attitude de la France. Nous devons être solidaires avec ces mouvements parce que nous savons par expérience dans chacun de nos pays où se sont produits des révolutions, même si les situations sont différentes, que les révolutions connaissent des hauts et des bas, qu'elles ne sont jamais linéaires, mais qu'il faut que nous soyons solidaires avec ce qu'il y a de meilleur dans ces mouvements. Mais dans le même temps, il faut que nous soyons exigeants, parce que la façon dont ces printemps arabes ont parfois dérivé montrent qu'à chaque instant il faut être très vigilants sur un certain nombre de points centraux, qui sont les droits de la personne humaine, les droits de la femme, le refus du terrorisme, le respect des communautés et le respect des minorités. Voilà la première remarque de bon sens qui, j'imagine, sera partagée par l'ensemble de ceux qui sont là.

La deuxième remarque concerne la Syrie. On ne comprendrait pas que, dans ce cadre, nous ne disions pas quelques mots sur cette situation tragique. Au moment où j'ai préparé ce court propos, j'avais inscrit qu'à ce jour le conflit avait fait 27.000 morts. Nous entendons

aujourd'hui les dernières observations qui parlent de 30.000 morts. Et selon les mots de notre représentant spécial M. Brahimi, le conflit s'aggrave encore.

Je ne veux pas revenir sur le fait que chacun d'entre nous partage. J'imagine qu'il est choquant pour l'opinion publique internationale que nous, qui nous appelons le Conseil de sécurité des Nations unies, ayons été jusqu'ici incapables d'assurer à la fois l'unité de ces nations et la sécurité.

Il est choquant, je ne vais pas approfondir les responsabilités des uns et des autres, que notre Conseil ait été incapable jusqu'ici d'agir.

Mais je voudrais souligner deux risques, qui d'ailleurs ne sont pas exclusifs l'un de l'autre dans ce drame syrien. Si la situation se prolonge, le risque est très important que la Syrie éclate - j'emploie à dessein ce terme.

Et cet éclatement, pour nous tous qui sommes attachés à la stabilité d'une région déjà si durement touchée, serait dramatique. Or c'est ce qui est au bout de l'absence de solution.

Et dans le même temps que l'éclatement, le risque - et ce n'est pas seulement un risque futur, c'est déjà la réalité - est que l'extrémisme gagne du terrain. Vous avez tous les mêmes informations que nous. Il y a des extrémistes qui, au-delà des convictions que chacune des parties en présence peut avoir, ont envahi le territoire syrien.

J'aimerais, de ce point de vue là, faire une autre remarque.

Si nous pouvions, comme nous le faisons parfois, discuter entre nous, sans la lumière des projecteurs, je ne connais personne dans ce Conseil qui soutienne qu'à terme le régime de M. Bachar Al-Assad serait encore là. Je ne veux pas mettre en cause tel ou tel d'entre vous mais aucun d'entre nous avec qui j'ai discuté ne soutient que d'ici quelques temps M. Bachar Al-Assad soit encore là.

Et dans le même temps il est là. Et donc toute la question, puisque nous savons que ce régime aura un terme - pour ma part, en tant que Représentant de la France, je dis que le plus tôt sera le mieux -, c'est de rapprocher les deux points. Il est là, il doit partir. Comment faire en sorte que cela se fasse de la manière la plus pacifique possible et sans tomber dans un chaos encore plus grand ?

Pour le moment, nous avons été incapables d'apporter une réponse. Et pourtant ce qu'on nous demande dans le monde entier, c'est d'être à la hauteur de notre nom. Le Conseil de sécurité devrait pouvoir, espérons-le, dans les semaines qui viennent, apporter une réponse.

La France, pour sa part, est mobilisée sur plusieurs plans, le plan humanitaire et médical ; l'unification, autant que possible, de la résistance syrienne ; la consolidation des zones libérées. Nous sommes disponibles sur tous ces points.

Et c'est là où je voudrais insister, Monsieur le Secrétaire général de la Ligue arabe, sur le rôle remarquable que vous avez joué depuis le début dans ce drame syrien, et sur l'excellente coopération que vous avez su mener avec les Nations unies. Vous avez réagi avec rapidité, avec fermeté, avec courage dès les débuts de la crise. Vous avez suspendu la Syrie, ce qui n'était pas facile. Vous n'avez pas hésité à adopter des sanctions pour assécher les moyens financiers du régime et neutraliser ses voies d'approvisionnement en armes. Vous avez introduit l'idée d'une transition politique nécessaire en Syrie, objectif qui est désormais au coeur du mandat de notre représentant spécial M. Brahimi. Lorsque ce Conseil a décidé l'envoi d'une mission d'observation en Syrie il a pu s'appuyer sur l'expérience de la Ligue arabe. Vous avez donc lancé une dynamique importante, avec la présentation par le Maroc d'une résolution à ce Conseil et l'adoption à l'Assemblée générale des Nations unies, à l'initiative du groupe arabe, de deux résolutions, qui ont été votées à de larges majorités, qui ont confirmé l'isolement du régime de Bachar Al-Assad, isolement qui est manifeste partout. Je voulais donc rendre hommage au travail que vous avez fait avec vos collègues et saisir l'occasion de notre réunion pour appeler de nouveau notre Conseil à dire toute sa confiance à M. Brahimi dans une mission qui est évidemment difficile.

Dernier point que je voulais souligner, comme l'ont fait d'autres collègues, c'est qu'il n'est pas possible d'aborder les questions qui touchent le monde arabe et, d'une façon générale, le monde sans souligner le blocage du processus de paix entre Israël et la Palestine.

La France souhaite une relance du processus de paix et encourage les parties à la reprise des négociations. Le but est, dois-je le rappeler une fois de plus, d'aboutir à la création d'un État palestinien indépendant, viable et pacifique, et de garantir la sécurité d'Israël. Mais, là aussi, je mets en garde. Pendant des années et des années, pour nous qui suivons ces questions, au fond on connaissait la solution. Le problème était d'arriver à mettre les parties d'accord et nous n'y sommes pas arrivés.

Mais aujourd'hui, compte tenu des développements sur le terrain, c'est le risque de mettre en cause la solution elle-même qui existe. Ce risque-là est extrêmement grave.

Là encore, je veux saluer l'engagement de la Ligue des États arabes en faveur du règlement du conflit israélo-palestinien, souhaiter que très rapidement des solutions soient apportées aux difficultés financières de l'Autorité palestinienne et qu'au-delà des progrès puissent avoir lieu. Ajoutant une fois de plus qu'il n'y a pas de paix durable sans justice et qu'il n'y aura pas de paix durable dans cette région du monde si nous n'apportons pas les uns, les autres une solution à ce problème qui dure depuis des décennies.

Chers Collègues j'en aurai terminé lorsque j'aurai à nouveau remercier notre ami Guido Westerwelle d'avoir pris l'initiative de cette rencontre qui nous permet de réaffirmer l'importance que nous apportons au travail de la Ligue arabe et le souhait que les Nations

unies et la Ligue arabe travaillent de mieux en mieux ensemble avec détermination et succès.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 28 septembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185929-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-sur